



Le Venezuela d'aujourd'hui et de demain

Par [François Houtart](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Mondialisation.ca, 08 juillet 2017

[alainet.org](#) 25 mai 2017

Photo : François Houtart (2^e à gauche) lors de la conférence du CADTM à l'université à Bogota le 24 avril 2017

François Houtart (92 ans) est décédé le 6 juin à Quito (Équateur), où il vivait depuis 7 ou 8 ans.

Il a participé à la VII^e Assemblée annuelle du CADTM-AYNA, qui s'est tenue à Bogota du 24 au 27 avril de cette année. Durant ces quelques jours, il nous a accompagné-e-s avec ses opportunes et savantes réflexions et surtout avec sa qualité, son humilité et sa permanente disposition à écouter. Il nous avait promis d'assister à la 5^e Université d'été du CADTM Europe, qui commence ce 30 juin. Il nous manquera. Il ne sera pas physiquement avec nous... mais, en héritage, sa pensée, sa lutte sur le terrain du mouvement altermondialiste et la défense de tous les déshérités du monde, seront bien présents. Nous savons que ses mots résonneront à chaque conférence, à chaque atelier : « Nous devons changer ce système ».

Hasta Siempre, François Houtart !!!

([Cadm.org](#))

Après une visite à Caracas, j'aimerais faire quelques réflexions sur la situation du pays.

L'idée d'une révision de la Constitution sur des bases plus populaires est, en principe, bonne, mais implique un processus qui s'étend à moyen voir à long terme alors que les problèmes existants sont à court terme. Avant la fin du processus, les gens risquent de se fatiguer face aux difficultés de la vie quotidienne. Celles-ci proviennent évidemment du boycott et de la [spéculation](#) de la part du capital local et de l'impérialisme, mais également de problèmes ordinaires en ces temps de pénuries : marché noir, accaparement de marchandises, changement dans la production en fonction de la loi du marché, des intermédiaires, mais également la corruption des agents de l'État.

Malgré tout, il y a un risque de « fétichisme » de la loi (ici de la Constitution) qui tend à confondre le texte juridique avec la réalité. C'est une tendance très latine dans le monde entier, depuis la Déclaration universelle des Droits Humains de la Révolution française. Karl Marx en parlait déjà dans son écrit sur la Question Juive. Sans compter qu'il ne sera pas facile de définir sur quelles bases vont se désigner les électeurs et cela également prendra

du temps. Finalement, il y a un risque de non participation de l'opposition qui laissera alors le processus dans les seules mains des convaincus, sans parler d'un possible rejet de la part de la majorité de la population.



C'est pourquoi beaucoup d'autres mesures paraissent nécessaire :

- ▶ Renégocier la [dette](#) extérieure qui extrait des milliers de millions de dollars du pays, alors qu'il existe des pénuries, en sachant qu'il y a évidemment le risque de faire monter l'[inflation](#) du pays déjà la plus haute du monde.
- ▶ Revoir la dette interne qui pour le moment revient à être un financement de l'opposition.
- ▶ Repenser la question de l'arc minier de l'Orénoque, qui, en voulant régler le problème des mines illégales, est également un retour au passé néolibéral, avec des concessions aux grandes multinationales et paiement de compensations pour les expulsions passées, du temps de Chavez.
- ▶ Agir sur le système de distribution des denrées encore toujours aux mains du capital local (il y a une dizaine de grandes entreprises qui manipulent et génèrent la pénurie) alors que la production et les importations ce sont relativement améliorées.
- ▶ Freiner la spéculation financière qui, avec l'hyperinflation, permettent à certains groupes d'engranger d'énormes fortunes sur le dos du bien public et d'augmenter la fuite des capitaux (qui est estimée à plus de 300.000 millions de dollars).
- ▶ lutter contre la corruption interne (y compris de l'armée) qui empêche la distribution des biens que le gouvernement achète à l'étranger.
- ▶ etc.



Un groupe se développe actuellement qui, bien qu'il soit contraire à l'opposition, critique certaines politiques du gouvernement. Il fait des propositions concrètes mais risque d'être identifié comme dangereux ou pour le moins utopiste dans ce climat de confrontations extrêmes, et non comme capable de proposer des alternatives dignes d'être prises en considération.

Évidemment, la chute du gouvernement de Maduro aurait comme résultat l'arrivée au pouvoir d'un Macri ou d'un Temer, c'est-à-dire d'un régime anti Populaire. C'est pourquoi il faut défendre sa légitimité jusqu'à la fin de son mandat. Il est important de rappeler ici que l'utilisation de la violence par l'opposition a pris des dimensions inédites, destruction d'édifices publics (un hôpital, un dépôt de l'aviation civile, entre autres), l'immolation d'un jeune homme, l'utilisation d'excréments humains, face à des forces de l'ordre qui ont reçu l'ordre de ne pas utiliser d'armes à feu.

Par essence même, les moyens de communication amplifient l'importance des [actions](#) violentes de la droite, ce qui donne l'impression d'un chaos généralisé alors que la vie quotidienne continue malgré les difficultés. Les services publics comme le transport, la collecte des déchets, le nettoyage des lieux publics, fonctionnent.

Il est certain que la pénurie dans un secteur comme la santé peut avoir des conséquences dramatiques et, à moyen terme, le manque de pièces détachées peut se répercuter sur la disponibilité de véhicules en état de rouler. Ce 21 mai, l'opposition a convoqué une grève générale et, à Caracas, la ville n'était pas paralysée et la vie a continué son cours.

Nonobstant, pour défendre sa légitimité, le gouvernement doit éviter des erreurs qui le mettent en doute et qui alimentent les campagnes de dénigrement menées par la majorité des médias nationaux et internationaux. On pourrait attendre de Nicolas Maduro qu'il adopte plus un discours de chef d'État que de militant de base, en se rappelant qu'il parle à toute la nation, à tout le continent latino-américain, ainsi qu'au reste du monde, et pas seulement aux membres de son parti.

Finalement, c'est surtout et premièrement une question de confrontation de Classes. Les manifestations de l'opposition le prouvent clairement, par le type de quartier où elles sont organisées et le public qui y participe. Une partie de la classe moyenne urbaine, dont le pouvoir d'achat a été très affecté par la chute de la rente pétrolière (aujourd'hui une importante pièce détachée de voiture coûte le même prix que 5 voitures il y a 4 ans), joue un rôle majeur de soutien aux classes les plus aisées qui veulent récupérer le pouvoir politique. Ces dernières s'unissent à des groupes violents (la majorité des victimes sont Chavistes). Mais il existe également un fort mécontentement dans les classes subalternes de la base du processus Bolivarien, en ce qui concerne la détérioration des « missions » par manque de financement et par la corruption (dans le secteur de la santé, de l'éducation, des marchés populaires, qui existent toujours structurellement mais avec moins de contenu réel).



La mortalité maternelle et infantile en augmentation est le résultat de différents facteurs combinés : la logique capitaliste de monopole mondial qui manipule les prix des produits de premières nécessités, le boycott interne par ceux qui ont toujours entre leurs mains le pouvoir économique et la grande distribution et finalement la corruption interne, il n'est pas certain que la meilleure réponse était de destituer la ministre de la Santé qui a révélé ces chiffres.

La grande difficulté est de combiner la vision à long terme avec celle à court terme. Álvaro García Linera a écrit qu'une révolution qui n'assure pas (pour quelle que raison que ce soit) la base matérielle de la vie de la population, n'a pas beaucoup de futur devant elle et ses adversaires le savent bien.

La Conférence épiscopale a choisi son camp (celui de l'opposition) et produit des textes d'une grande pauvreté intellectuelle, alors que le Pape n'a pas hésité à critiquer l'opposition pour son manque de volonté au dialogue.

Au Venezuela, comme dans tous les pays Post-néolibéraux d'Amérique Latine, la question est de refonder un projet de Gauche et non de l'adapter. C'est la seule manière d'être fidèle au postulat de base d'émancipation du peuple et de réorganisation de la société qui a généré tant d'espérances et d'admiration dans le monde entier et qui, au Venezuela, a toujours de bonnes bases au sein des initiatives Communales. C'est également le chemin pour sortir progressivement de la rente pétrolière ou minière, fruit d'une production hautement destructive de l'environnement et en contradiction totale avec un projet post capitaliste.

L'adoption d'une vision holistique de la réalité pour définir un nouveau paradigme de l'existence collective de l'humanité sur la planète, qui soit de vie et non de mort, comme l'est le capitalisme (mort de la Madre Tierra, la Terre Mère, et une économie qui sacrifie des Millions d'êtres humains) est une base nécessaire. Cela implique une autre relation avec la nature, une relation qui n'est pas basée sur l'exploitation mais sur le respect, la possibilité de régénération de celle-ci, qui ne s'appuie pas sur l'[extractivisme](#), forme capitaliste de l'extraction et qui n'est pas construite sur la rente de produits hautement nocifs pour l'environnement et qui altèrent au final le climat de la planète.

Cette vision implique de privilégier la valeur utile sur la valeur monétaire (unique valeur

existante pour le capital) avec toutes les conséquences que cela implique pour la propriété des moyens de production. Cela demande aussi une généralisation des processus démocratiques, pour construire le nouveau Sujet Historique, qui n'est plus seulement le prolétariat industriel du 19^e siècle mais intègre également l'inter-culturalité et la fin d'une domination de la culture appelée occidentale, fruit du développement capitaliste, domination instrumental, morcelant le réel, individualiste, et qui exclut d'autres lectures et d'autres savoirs.

C'est ce que l'on pourrait appeler le Bien Commun de l'Humanité ou l'Écosocialisme ou n'importe quel autre nom qui permette de synthétiser ce contenu. La conquête de ces objectifs exige des moments de transition qui prendront du temps et qu'en particulier les gouvernements du changement doivent définir, chacun à l'intérieur de ses frontières.

François Houtart, 25 mai 2017.

Source en espagnol : <http://www.alainet.org/es/articulo/185683>

Traduit par [Alessandra Moonens](#), [ZinTV.org](#)

Illustrations : [comando creativo](#)



La source originale de cet article est alainet.org
Copyright © [François Houtart](http://Francois Houtart), alainet.org, 2017

Articles Par : [François Houtart](http://Francois Houtart)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez:

media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca